Non au démantèlement : l'école, dernier rempart du service public dans nos départements !

Les sections des départements de l'académie de Bordeaux souhaitent alerter le conseil national sur les attaques envers les écoles rurales.

En Dordogne, l'inspectrice d'académie a adressé aux maires, aux parlementaires et à Mme la préfète un courrier laissant sous-entendre un plan de fermetures d'écoles rurales et la remise en cause du modèle RPI, confirmant une politique de rupture du maillage territorial.

L'administration justifie sa démarche en affirmant que les décisions passées ont « creusé des inégalités », que des classes sont « surchargées pour maintenir des classes avec une dizaine d'élèves » et que le modèle du Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) dispersé « n'est plus adapté à la démographie scolaire et à la sobriété écologique et financière ».

Dans les Landes, le modèle des RPI revient souvent dans les discussions : effectifs peu élevés, solitude des agent·es, gestion de la coordination… Lors d'un groupe de travail en décembre dernier, l'IA adjoint nous a demandé d'intervenir auprès des collectivités rurales pour les inciter à renoncer à leurs petites écoles !

Dans le Lot-et-Garonne, le préfet se rengorge du travail de l'observatoire de la ruralité, obscur et sans compte-rendu, pendant que le DASEN nous annonce qu'« il va falloir imaginer l'école rurale autrement que nous la connaissons » et qu'un IEN zélé présente aux maires ruraux la nécessité de fermer des écoles car « il n'y a pas assez d'élèves pour les maintenir toutes ».

En Gironde, un GT tenu l'année dernière dont nous avons eu du mal à comprendre l'objet, a présenté les écoles rurales comme coûteuses en postes, avec des taux d'encadrement plus faibles qu'en zones urbaines ou comment préparer les esprits à des fermetures en milieu rural.

Dans les Pyrénées Atlantiques, le DASEN évoque, à chacune de ses interventions en réunion de directeur.trice et en instance, l'isolement des personnels dans les écoles rurales de moins de 3 classes et la vulnérabilité que cela induit par rapport à des parents qui peuvent se montrer de plus en plus vindicatifs. Ou comment fermer des écoles pour protéger les personnels !

Alors que l'Éducation nationale devrait se saisir de la baisse démographique comme l'occasion d'un allègement général des effectifs dans toutes les classes pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et d'enseignements des personnels, elle vient opposer rural et urbain.

Tous les arguments donnés sont scandaleux et fallacieux : Affirmer que le RPI n'est plus adapté à la « sobriété écologique »par exemple. Nombre de communes ont mis en place un service de transport collectif qui n'existerait pas sans RPI.

L'école rurale est décrédibilisée pour justifier ces coupes en dénonçant des « apprentissages partiels », des difficultés d'enseignement en multi-niveaux, un manque de « sécurité des élèves et des enseignant·es dans les écoles à classe unique » et une désaffection des enseignant·es pour ces « postes isolés ».

C'est l'institution que l'on doit blâmer, pas les personnels ! Aucune étude sérieuse ne démontre qu'un·e élève scolarisé·e en milieu rural réussit moins bien qu'un·e autre. Les classes multi-niveaux, loin d'être un échec, sont souvent des lieux d'innovation pédagogique qui développent l'autonomie et l'entraide chez les élèves. S'il y a des difficultés, elles sont liées au manque de formation spécifique et à l'absence de temps de concertation accordés. Le refus d'exercer sur des postes isolés n'est pas une généralité ; il peut être une conséquence du manque de moyens,

notamment des décharges de direction et des postes de RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté) que l'Éducation nationale refuse d'accorder. Si la sécurité dans les classes uniques est en jeu, la solution est de créer un poste d'ATSEM ou d'aide administrative pour assurer l'assistance et la surveillance, et non de fermer l'école pour fuir ses responsabilités.

Les DSDEN font porter la faute sur l'école rurale elle-même, alors que ces difficultés sont les conséquences directes du manque de moyens alloués par l'État. L'inégalité est la conséquence de l'austérité, non du maintien de nos écoles !

La réalité est implacable : La destruction du service public d'éducation en milieu rural n'est suppléée par aucun autre service public essentiel promis par l'État ou les collectivités, participant à la montée populiste de l'extrême-droite. L'école est le dernier pilier visible du service public républicain dans beaucoup de villages. Sa suppression ne se traduit pas par la création d'un autre service (social, culturel, petite enfance), mais par la désertification complète et le démantèlement de la vie locale.

C'est aussi mépriser les élu·es des petites communes rurales qui se démènent pour faire vivre au mieux leur école et leur commune et à qui il est demandé de choisir entre le maintien d'une école et des conditions de scolarisation correctes. Par-dessus tout, c'est un mépris de classe affiché, dans le sens où elle annonce clairement aux gens qui ont fait le choix de vie en milieu rural — ou qui y sont contraints par leur parcours — que leurs enfants n'ont pas droit à l'égalité républicaine et que leur choix de vie est mauvais. Ce discours est inadmissible de la part d'une fonctionnaire de l'État, comme cela a été dit en Dordogne. Cela s'appelle du classisme : c'est une discrimination.

La FSU-SNUipp salue la haute professionnalité et l'engagement des enseignant·es qui, malgré les difficultés et l'isolement souvent pointé par les DSDEN, assurent quotidiennement la réussite de leurs élèves.

Nous portons le mandat de transformer la baisse démographique en gain qualitatif. La perte d'élèves doit être une chance historique, pas une justification pour l'austérité.